

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 27/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### SCEA DU DRENNEC

Le Drennec  
29400 Landivisiau

Références : -  
Code AIOT : 0052901332

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SCEA DU DRENNEC implanté Le Drennec 29400 Landivisiau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DU DRENNEC
- Le Drennec 29400 Landivisiau
- Code AIOT : 0052901332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin relevant du régime de l'autorisation (statut d'engraisseur)

## Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection conclut la visite à la conformité de l'exploitation, sans suite administrative.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérification des MTD ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant a choisi sur le site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'est engagé à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.  « II. Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. »
<b>Constats :</b>  Elevage autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 11/12/2012 complété le 19/05/2016 pour un effectif de 5076 porcs de plus de 30 kg.  Le dossier de réexamen a été validé le 24/06/2021. L'exploitant a mis en oeuvre les meilleurs techniques disponibles (MTD) qu'il avait renseignées sur le site "téléservice".  La visite a permis de vérifier le respect des MTD à mettre en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Déclaration GERP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rapportage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à

disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

**Constats :**

La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ( GEREPE) a été réalisée au titre de l'année 2024.

Les outils de calculs des émissions (BRS et GEREPE) ont été fournis.

Les valeurs d'émissions d'ammoniac sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite